La Commission européenne a rendu ses propositions pour l'élaboration des futurs objectifs mondiaux de développement durable de l'ONU. L'économie verte prônée par Bruxelles risque de poser problème aux grands pays émergents.

La préparation de l'après 2015 s'accélère du côté des Européens. Le 2 juin, la Commission européenne a soumis ses contributions aux futurs objectifs de développement durable (ODD) sur lesquels planche l'ONU.

Les gouvernements et les Nations unies sont en effet en négociations sur les objectifs de développement durable, une série d'objectifs qui devraient prendre le relais après les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont l'échéance arrive en 2015. Les ODD concernent les pays du monde entier et obligent les gouvernements à trouver un point d'équilibre entre progrès économique et progrès sociaux sans porter atteinte à la résilience environnementale.

Les négociations seraient sur le point d'entrer dans une « phase cruciale » au sein de l'Organisation des Nations unies, malgré les difficultés pour trouver un accord international lors des sommets précédents. Notamment lors de la Conférence de Rio au Brésil en 2012.

« Un nouveau cadre est nécessaire pour que la communauté internationale se mobilise et s'attaque aux défis inextricablement liés qui consistent à éliminer la pauvreté et à améliorer le bien-être, tout en garantissant un progrès durable dans les limites de notre planète », a déclaré Janez Poto?nik, commissaire européen à l'environnement dans un communiqué de presse aux côtés d'Andris Piebalgs, commissaire au développement.

« Le programme des Nations unies pour l'après-2015 devrait avoir un caractère universel et apporter une réponse globale pour tous », a-t-il poursuivi lors de la présentation de la contribution de la Commission au projet onusien.

Les négociateurs d'un grand nombre de pays, en particulier le Brésil, la Chine et l'Inde, sont réticents à fixer des objectifs qui pourraient freiner leur essor économique.

« Ce que nous disons c'est qu'il n'est pas possible d'éradiquer la pauvreté sans développement durable », a ajouté pour sa part Joe Hennon, porte-parole de Janez Potocnik. « Certains sont contre l'idée d'une économie verte. Les pays en développement nous disent en quelque sorte qu'ils ont l'impression que nous avons épuisé toutes les ressources naturelles et que maintenant les pays en développement ne peuvent plus emprunter la même voie. Notre argument est simple : c'est l'économie verte ou rien ».

Il a ajouté :« Leur mode d'existence dépend de leurs écosystèmes. . . Il n'est pas possible d'éradiquer la pauvreté, si vous n'avez plus de poissons ou si les sols sont polluées et surexploitées ».

Le communiqué, publié le 2 juin dernier, tombe juste avant la « semaine verte », qui comprend une série de débats qui se concentrera sur les liens entre la politique environnementale et l'économie européenne.

« Une approche fondée sur les droits »

La communication de l'exécutif européen définit d'une façon très floue la position de l'institution dans les domaines principaux où les progrès sociétaux sont abordés. Ces progrès regroupent un certain nombre d'indicateurs : la pauvreté, l'inégalité, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité des sexes, l'eau et l'assainissement, l'énergie durable, les conditions décentes de travail, une croissance durable et inclusive, une consommation et une production durables, la protection de la biodiversité, la lutte contre la dégradation des sols, des mers et des océans.

La Commission fait également référence à la nécessité d'adopter « une approche fondée sur les droits », de traiter les questions de justice, d'égalité et d'équité, de bonne gouvernance, de démocratie et d'État de droit et d'œuvrer pour des sociétés pacifiques et exemptes de violence.

Il y a certains problèmes « qu'aucun ministère ne peut résoudre », a expliqué Monika Linn, de la commission économique pour l'Europe auprès de l'ONU. À ses yeux :« une coopération intersectorielle est nécessaire ».

Monika Linn, conseillère principale de l'UNECE et directrice pour les politiques de développement et de la coordination intersectorielle, a poursuivi :« Nous considérons que nous n'avons besoin de rien d'autre qu'un grand bouleversement afin de garantir un avenir pour la planète et pour les hommes ». Selon elle, la réduction « de toute forme d'inégalités » est une nécessité.

« Dans la plupart des États membres de l'UE, les gens jouissent de bonnes conditions de vie, mais de grandes inégalités subsistent, voire se creusent », a-t-elle indiqué lors de la conférence qui s'est tenue la semaine dernière sur les objectifs de développement durable au sein du Comité économique et social européen, un organe consultatif de l'UE.

Les inégalités existent également entre les sexes, a déclaré de son côté Sacha Gabizon, membre du Women's Major Group dans le cadre des discussions sur les futurs objectifs. « Dans bien des pays à travers le monde, les femmes ne jouissent pas des mêmes droits [que les hommes] », a-t-elle continué. Pour appuyer ses propos, elle a cité l'exemple de la distribution des droits fonciers ou encore le manque d'installations sanitaires adaptées, qui empêche régulièrement certaines femmes de prendre part à l'enseignement scolaire.

Des groupes féministes ont également pris des positions tranchées sur les questions sociétales telles que les perturbateurs hormonaux, le commerce des armes ou encore la justice environnementale, a-t-elle précisé.

Il devrait y avoir quelques 17 ODD, contre 15 OMD actuellement. Ces objectifs devraient être regroupés en modules thématiques.

Les pays les plus pauvres devraient adopter la même approche que dans le cadre des OMD. Par exemple, ils se concentreront tout d'abord sur l'éradication de l'extrême pauvreté et de la famine, mais aussi sur l'endiguement de la mortalité infantile et maternelle.

« Pour les pays à haut revenu, la transition vers une économie verte est importante », pense Monika Linn.

Les ministres européens et le Parlement européen vont maintenant examiner la communication, qui, s'ils l'acceptent, devrait former le document de travail de l'UE pour les négociations à venir avec l'ONU.

Croissance

De hauts fonctionnaires de l'ONU ont appelé à une meilleure répartition de la richesse afin d'assurer un progrès des sociétés et à l'abandon des politiques dont le seul et unique but est d'accélérer la croissance économique.

« Mettre la croissance au centre de nos politiques n'est plus adapté aux enjeux actuels. C'est une déclaration audacieuse, mais il sera difficile de trouver un consensus dessus, si on devait en trouver un », a-t-elle conclu. L'ONU a présenté un rapport cette année au Forum économique mondial à Davos, en Suisse, dans lequel il est expressément demandé aux gouvernements d'arrêter d'associer systématiquement une consommation toujours plus grande des ressources à un meilleur bien-être. Une position qui reçoit également le soutien de certaines organisations issues de la société civile.

RÉACTIONS:
Le commissaire européen en charge du développement Andris Piebalgs, a déclaré dans un communiqué :« Il est désormais admis que, pour la première fois, le monde dispose de la technologie et des ressources nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté de notre vivant. Il serait inexcusable de ne pas le faire et il est de notre devoir de nous engager fermement dans ce sens. Nous ne pourrons y parvenir que par une croissance et un développement durables. Nous devons trouver des solutions qui permettent de trouver un juste équilibre entre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Et, outre les gouvernements, nous devons également réunir la société civile, le secteur privé et les citoyens afin de mettre en place un cadre global qui permette d'assurer une vie décente pour tous ».

« Les ONG veulent l'abandon du vieux paradigme du développement économique, du PIB », a déclaré de son côté Leida Rijnhout, un des partenaires coorganisateurs de l'évènement pour le

compte de l'ONG Major Group dans le cadre des discussions sur les ODD. « Nous considérons toute forme d'inégalités comme dangereuse en vue de garantir un développement durable. . . bien des actions à mener en vue d'assurer un développement durable ne coûtent en fait rien, et ne nécessite seulement qu'une réorientation des politiques.

Nouail Marlière, membre du Comité économique et social européen, a mis pour sa part en exergue les difficultés à obtenir un débat « inclusif » sur les ODD d'une part, et à communiquer au public en général d'autre part, quand les discussions ne sont pas accessibles dans sa langue.

« La nature n'est pas un facteur limitant notre développement économique et social; la nature est le dépositaire de notre bien-être », a déclaré de son côté Constanza Martinez, de l'unité sur la politique globale au sein de l'Union mondiale pour la conservation de la nature.

Brenden Burns, membre du Comité économique et social européen, considère de son côté :« Le développement durable ne peut fonctionner que s'il fonctionne sur le terrain. 99,8 % des entreprises sont de petites structures, qui emploient moins de 20 personnes. À chaque fois que nous abordons la question [des ODD], ce sont les grandes multinationales [qui prennent part au débat] ».